

«Fin de cavale»: la presse italienne salue l'arrestation d'ex-brigadistes en France

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures



Emmanuel Macron a ordonné l'arrestation de dix anciens membres des Brigades rouges italiennes, condamnés dans leur pays pour des actes de terrorisme commis dans les années 1970-80. Stefano Rellandini / REUTERS

La presse italienne saluait à l'unisson jeudi 29 avril l'arrestation la veille d'ex-membres des Brigades rouges réfugiés en France, une avancée pour «*la justice et la réconciliation*» qui doit permettre de tourner la page des années de plomb.

«*Fin de cavale*», titre Il Messaggero, qui publie en Une les portraits des sept ex-membres des Brigades rouges interpellés mercredi sur le territoire français. «*La justice est passée. Elle finit toujours par vous rattraper*», se félicite dans les colonnes du quotidien romain le général Paolo Galvaligi, fils du général des carabinieri Enrico Galvaligi assassiné en 1908. «*Année de plomb: la blessure guérie*», écrit La Stampa.

Le journal de Turin salue «*la justice pour les victimes*» et donne lui aussi la parole aux familles. «*Ils ont tué mon frère et vécu ensuite la belle vie*», regrette Maurizio Campagna, frère d'Andrea, un policier tombé sous les balles des brigadistes rouges

en 1979 à Milan. *«Il avait le même âge que ses assassins, mais lui croyait en l'Etat»*, relève-t-il. *«Année de plomb: dernier acte»*, constate La Repubblica, qui a choisi en première page la photo d'une scène de crime en noir et blanc, avec sur le bitume une arme de poing munie d'un silencieux et des douilles de projectiles. Le quotidien de centre-gauche consacre six pleines pages à l'arrestation des *«ombres rouges de Paris»*.

«Un tabou est tombé»

Victimes et responsables politiques ont salué la *«fin de la doctrine Mitterrand»*, du nom du président François Mitterrand qui, en 1985, s'était engagé à ne pas extraditer les anciens activistes d'extrême gauche italiens ayant rompu avec leur passé. *«Un tabou est tombé et on peut finalement parler davantage d'une Europe unie»*, analyse le fils du général Galvaligi dans Il Messaggero.

La presse italienne revient longuement sur *«le virage»* du président français Emmanuel Macron dans le dossier des ex-brigadistes réfugiés en France. Dans la Repubblica, la ministre italienne de la Justice, Marta Cartabia, assure que c'est *«la soif de justice et de réconciliation qui a gagné, pas la vendetta»*. *«La France a parfaitement compris de quelle blessure avait souffert l'Italie dans les années de plomb et pour la première fois a levé les obstacles politiques, légaux, à la doctrine Mitterrand»*, souligne-t-elle. *«Avec ce pas historique, la France confirme sa confiance dans les institutions italiennes»* et contribue à *«refermer une page déchirante»* de l'histoire récente de l'Italie, selon la ministre.

Le journal a également recueilli les réactions d'anciens compagnons de combat politique des sept Italiens interpellés et des trois autres toujours en fuite. *«Dans les décennies qui ont suivi leur exil en France, pas un, si je ne me trompe pas, pas un des condamnés n'a commis un seul délit»*, observe ainsi Adriano Sofri, ancien responsable du groupuscule *«Lotta continua»* (Lutte continue) en dénonçant *«une rafle»*. D'après La Repubblica, Oreste Calzone, ancien fondateur de Pouvoirs ouvriers, a annoncé qu'il se mettait en grève de la faim.

Il Corriere della Serra note que si *«la promesse»* du ministre français de la Justice, Éric Dupond-Moretti, *«a été tenue»*, elle ne l'est pour le moment qu'au niveau politique. *«Sur le destin des ex-terroristes arrêtés au-delà des Alpes s'ouvre maintenant une partie judiciaire à l'issue incertaine»*, prévient le journal.